

COMITE SOCIAL

RAPPORT SUR LA DEUXIEME SESSION DE LA COMMISSION DES STUPEFIANTS (E/575)

PROJETS DE RESOLUTIONS

Les projets de résolutions ci-joints relatifs au rapport sur la deuxième session de la Commission des stupéfiants, que le Conseil a décidé de renvoyer au Comité social au cours de ses 130 et 131^{èmes} séances, tenues le 6 février 1948, ont été préparés par le Secrétariat qui s'est fondé sur le texte du rapport présenté au Conseil par la Commission, pour le cas où le Comité social désirerait posséder un premier texte provisoire comme document de travail destiné à faciliter l'élaboration des résolutions à soumettre au Conseil.

1. PRESENTATION DES RAPPORTS ANNUELS PAR LES GOUVERNEMENTS
(Voir document E/575 paragraphe 9).

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

RECONNAISSANT l'importance qu'il présente, pour le contrôle international des stupéfiants, les rapports annuels que les gouvernements se sont engagés à transmettre en ce qui concerne le fonctionnement des conventions internationales relatives aux stupéfiants sur leurs territoires;

AYANT PRISE ACTE avec satisfaction du fait que de nombreux gouvernements communiquent régulièrement leurs rapports;

CONSTATANT, cependant, ainsi qu'il ressort de l'Annexe II au rapport de la Commission, que certains gouvernements ont négligé de se conformer à cette obligation depuis un certain nombre d'années;

INVITE le Secrétaire général à demander au nom du Conseil aux

gouvernements de transmettre leurs rapports annuels sous la forme prévue

FEB 19 1948

• UNITE DOCUMENTS E/SR.130 et E/SR.131
ARCHIVES

dans le formulaire adopté par la Commission des stupéfiants et communiqué aux gouvernements conformément à l'article 21 de la Convention de 1931.

2. STUPEFIANTS FAISANT PARTIE DE STOCKS MILITAIRES EN EXCEDENT
(Voir document E/575 paragraphe 10)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

AYANT PRIS NOTE^a du risque de détournement vers le trafic illicite qui pourrait résulter du transfert d'un pays à l'autre, de stocks militaires en excédent comprenant des stupéfiants, à moins que ces derniers n'aient donné lieu à la délivrance d'un certificat d'importation et d'une autorisation d'exportation, en application des dispositions de la Convention de Genève de 1925;

PRIE le Secrétaire général d'inviter au nom du Conseil, les gouvernements à attirer l'attention des autorités compétentes sur l'importance qui s'attache à l'observation des dispositions de la Convention de Genève de 1925 quant à la délivrance de certificats d'importation et d'autorisations d'exportation pour tous les stupéfiants faisant partie des stocks militaires en excédent;

APPROUVE la recommandation de la Commission tendant à ce que tous les stupéfiants provenant de ces stocks en excédent et n'ayant pas donné lieu à la délivrance de certificats d'importation ou d'autorisations d'exportation, soient saisis après leur découverte éventuelle comme ayant fait l'objet d'un trafic illicite et soumis aux dispositions des conventions relatives aux stupéfiants;

3. COMMISSION CHARGÉE D'ETUDIER LES EFFETS DE LA MASTICATION HABITUELLE DES FEUILLES DE COCA
(Voir document E/575 paragraphe 17)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

AYANT PRIS NOTE de la demande du Gouvernement du Pérou tendant à ce que soit entreprise, dans le plus bref délai possible, une étude des effets

^a

Voir documents E/ER.130 et E/SR.131

pernicieux ou autres, de la mastication habituelle des feuilles de coca dans certaines régions de l'Amérique du Sud;

AYANT PRIS CONNAISSANCE de la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 17 novembre 1947 relative à cette question;

APPROUVE le principe de l'envoi d'une commission d'étude au Pérou et,

INVITE le Secrétaire général à soumettre au Conseil, à sa prochaine session, un projet détaillé, relativement à cette commission, en tenant compte de toutes les demandes qui pourraient parvenir d'autres pays intéressés;

4. CONDITIONS QUE DOIVENT REMPLIR LES MEMBRES DU CONSEIL CENTRAL PERMANENT DE L'OPIMUM ET REMUNERATION DE CES MEMBRES
(Voir document E/575 paragraphe 20)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

AYANT PRIS NOTE des études entreprises par le Secrétaire général et de l'opinion exprimée par la Commission sur l'amendement ou la suppression de la disposition de l'article 19 de la Convention de Genève de 1925 aux termes de laquelle les membres du Comité central permanent de l'opium n'exerceront pas des fonctions qui les mettent dans une position de dépendance directe de leurs gouvernements;

i) APPROUVE l'avis exprimé par la Commission en ce qui concerne la signification * de ladite disposition de l'article 19.

ii) RECOMMANDE que la Commission consultative pour les questions administratives et budgétaires examine la question de la rémunération des membres du Comité central permanent de l'opium pendant la durée de leurs fonctions, en tenant compte de la résolution adoptée par la Commission et qui figure au paragraphe 20 du rapport, et présente à ce sujet des recommandations à l'Assemblée générale.

5. PRIVILEGES ET IMMUNITES DES MEMBRES DU COMITE CENTRAL PERMANENT DE L'OPIMUM
(Voir document E/575 paragraphe 20)

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL,

PRENANT EN CONSIDERATION les responsabilités et les fonctions du Comité central permanent de l'opium, définies par les Conventions internationales de 1925 et 1931 relatives aux stupéfiants et les rapports du Comité avec le Conseil;

RECOMMANDE que les gouvernements accordent aux membres du Comité central permanent de l'opium des immunités et privilèges selon les mêmes principes et dans les mêmes conditions que pour les représentants des Etats Membres des Nations Unies, conformément aux sections 11, 12 et 13 de l'article IV de la Convention sur les privilèges et immunités, approuvée par l'Assemblée générale le 13 février 1946. Il est entendu que ces privilèges et immunités devant être conférés aux membres du Comité dans l'intérêt de ce dernier et non à l'avantage personnel des membres eux-mêmes, le Comité aura, non seulement le droit, mais le devoir, de lever ces immunités dans tous les cas, où à son avis, lesdites immunités empêcheraient que justice soit faite et pourraient être levées sans nuire aux intérêts du Comité.